

Vive le Marxisme-Léninisme-Maoïsme! Vive la Guerre Populaire!

ETA(M)

ESPAGNE-EUSKADI: UNE CONTRADICTION INSURMONTABLE

1984

1) ETRE OU NE PAS ETRE

Tout pays -tout groupe social- à un moment donné lorsqu'il prend conscience de sa propre réalité, sent le besoin de créer son propre système de références pour que ce groupe humain puisse se représenter lui-même.

C'est là un phénomène universel, dans le temps et dans l'espace et il est apparu dans notre pays -Euskal Herria- au cours d'un processus de prise de conscience nationale qui a duré plus d'un siècle.

Le peuple basque, de façons diverses et avec des intensités variables, lutte depuis longtemps pour obtenir cette représentation de lui-même afin de se défaire de l'image que les autres peuples offrent de lui-même par l'intermédiaire des Espagnols et des Français.

Il lutte pour qu'on le reconnaisse en tant que peuple,

pour qu'il puisse choisir ses propres objectifs et ses propres buts, ses amis et ses alliés, en utilisant les moyens qu'il désire pour lui-même.

Dans quelques années, quand, grâce à notre lutte de libération nationale, on nous aura reconnus comme tels et qu'on se sera rendu compte de l'absurdité de cette guerre actuelle qui a coûté tant de vies et de sacrifices à notre peuple et à nos ennemis, les nouvelles générations de toutes les nations du monde ne comprendront pas pourquoi un peuple comme celui de l'Euskal Herria a dû lutter pendant tant d'années pour prouver quelque chose d'élémentaire et d'évident, aussi évident que sa propre lutte de libération nationale.

Mais aujourd'hui, en 1984, nous sommes encore en guerre; et notre principal ennemi, retranché derrière tous les stratagèmes dont disposent les Etats modernes et les aides efficaces que lui offrent ses complices intéressés, essaie en vain de cacher ce fait si élémentaire qui est à l'origine de la lutte de notre peuple et qui est en même temps le but de notre organisation: la survie du peuple basque en tant que tel.

Nos ennemis utilisent tous les moyens de répression qui sont à leur portée : armée, police, torture, etc.

De plus, ils se servent efficacement de la mystification et du mensonge pour trancher, détruire le bras armé du peuple basque -notre organisation qui représente l'obstacle majeur à l'intégration des Basques à l'Espagne et à la France, intégration qui signifie nécessairement la désintégration du peuple basque.

Cette stratégie qui consiste à mentir sur les objectifs de notre lutte a atteint -surtout à partir de la réforme du franquisme où le

gouvernement du PSOE a obtenu une plus grande crédibilité-
une virulence toute particulière.

Les discours politiques du Gouvernement Central, imprégnés d'un certain intellectualisme (si ce n'est pas d'un certain académisme) présentent les théories sur l'Euskadi en parlant d'une réalité politique espagnole fondée sur le pluralisme politique, -«la jeune démocratie espagnole» où les structures de l'Etat donnent une impression de neutralité devant les options des différents courants idéologiques.

Le Gouvernement espagnol brandit l'étendard de la non-violence et tous les partis politiques du consensus, même le PNB et EE lui font choeur.

L'idéologie de la nonviolence qui, sans aucun doute, trouve un écho dans les classes populaires qui haïssent plus que n'importe qui la violence parce qu'ils en souffrent plus que quiconque, répond donc à l'une des aspirations les plus profondes de l'espèce humaine. La condamnation de la violence trouve ainsi un terrain parfait puisque l'on suppose que la violence n'existe pas en démocratie.

Cette idéologie officielle espagnole, assumée en toute complicité par le gouvernement français, les Etats européens et bien sûr par le grand chef yankee, prétend disqualifier «l'irrationalité des mouvements extrémistes et fanatiques» parmi lesquels le «terrorisme de l'ETA» occupe une place de choix, afin de les isoler du milieu qui les entoure et qui les protège: le peuple.

Tentative inutile et vouée à l'échec le plus retentissant puisque notre lutte est issue de la réalité que vit le peuple basque et qu'elle continuera à exister tant que cette réalité restera celle

d'aujourd'hui.

2) LE BESOIN DE LA «RUPTURE» QUI N'A JAMAIS EXISTE

Contrairement à ce qui est arrivé dans d'autres Etats européens et en particulier dans l'Etat français, nous trouvons, dans l'Etat espagnol, des classes dominantes qui se caractérisent par leur permanence dans le temps c'est-à-dire, que -sans solution de continuité, sans rupture- les classes dominantes d'aujourd'hui, au sein d'un processus évolutif de pactes -de nos jours appelés «consensus»- où les nouvelles classes ou fractions de classes montantes se sont réparti le pouvoir de l'Etat avec les classes traditionnellement dominantes.

Il suffit de rappeler comment, alors que l'Euskadi Sud subissait, manu militari, la suppression de ses «fueros» à la fin de la 2ème guerre carliste (1876), la restauration de la monarchie bourbonnienne, après l'éphémère première République, se réalisa grâce à un pacte (les historiens de tous bords l'appellent le «pacte de la restauration») entre les classes dominantes de l'Ancien Régime, partisans de la Monarchie absolue, et la classe de la bourgeoisie ascendante, partisane d'un Etat moderne, unitaire et protectionniste des intérêts du capital.

Pacte qui fait échouer les projets de révolution bourgeoise (révolution que la France avait réalisée un siècle auparavant).

Depuis lors, les différents avatars que l'Etat espagnol a connus jusqu'à nos jours, n'ont jamais supposé une rupture de ce pacte entre les classes dominantes, que dans la terminologie actuelle, nous appellerons le Bloc au Pouvoir.

Ni l'avènement de la Dictature de Primo de Rivera en 1923, ni la deuxième République en 1931, ni la guerre de 1936-1939, ni la Dictature du Caudillo qui en découla, ni la mort du Dictateur, ni moins encore l'actuelle monarchie constitutionnelle n'ont provoqué cette rupture.

Nous ne nous arrêtons pas à expliquer chacune des étapes signalées dans le phénomène de continuité des classes dominantes au sein de l'Etat espagnol.

Nous dirons seulement que ce phénomène existe grâce au fait que ceux qui composent le Bloc au Pouvoir ont résolu leurs contradictions internes pour faire face à la formation sociale hétérogène et explosive constituée par les différentes nationalités de l'Etat qui se caractérisent par des éléments ethniques, culturels et structurels si profondément différents et en grande partie, contradictoires.

Les classes dominantes de l'Etat espagnol, logiquement, étaient condamnées à s'entendre.

Dans les situations historiques critiques, les contradictions au sein du Bloc au Pouvoir ont toujours fini par être résolues, même si, en certaines circonstances, ces crises ont supposé une réorganisation ou un réajustement de la hiérarchie des différentes tendances au sein de ce bloc.

Les exemples sont superflus.

Il suffit d'examiner la composition des gouvernements espagnols de l'époque franquiste pour vérifier les «glissements» internes qui se produisaient dans le Bloc au Pouvoir: en 1938, le Fuero du Travail, première Loi Fondamentale du franquisme

définit dans son préambule le Nouvel Etat comme «Instrument totalitaire au service de l'intégrité de la Patrie».

Le premier franquisme indique clairement en adoptant un ton totalitaire qu'à cette époque-là le secteur qui dominait le Bloc au Pouvoir était celui des sympathisants du fascisme nazi.

De même, il apparaît évident que le Bloc doit réajuster ses tendances à la suite du dénouement de la seconde guerre mondiale, en ce cas précis, en faveur de ceux qui «découvrent que le régime a besoin de l'étiquette de la démocratie, d'où l'expression de la démocratie organique.

Ensuite viennent les monarchistes, les pro-yankees, les carlistes, les «propagandistes», les technocrates de l'Opus Dei, etc, etc.

Le faux pas qu'a fait le Régime lors du saut que nous avons fait faire à Carrero Blanco, a obligé le Bloc à un réajustement à un moment particulièrement critique de son existence.

La disparition de l'Amiral provoqua l'un des glissements les plus grands de l'époque franquiste: la continuité pure et simple, telle que la désirait Franco, était devenue impossible puisqu'il manquait le personnage principal à l'heure de la succession du Chef de l'Etat.

L'esprit de février d'Arias Navarro, deux mois après la mort de l'Amiral, met en évidence le fait que dans le Bloc -les durs- ceux du Bunker (comme on les appellera plus tard) vont être déplacés.

On parle de contraste ordonné d'opinions et d'associations politiques.

On pardonne même à la Biscaye et au Guipuzcoa d'avoir été des «provinces traîtresses» et l'on désigne des commissions pour étudier les régimes spéciaux, en prenant comme exemple ceux qui existent déjà en Navarre et en Alava.

Qui aurait pu le croire, Franco le dictateur totalitaire, qui reconnaît le jeu démocratique des partis politiques, l'autonomie de la Catalogne, et qui propose un régime similaire pour les quatre régions, de l'Euskadi Sud.

(Bon nombre d'entre nous, à la vue de la situation actuelle, pourraient penser qu'il est dommage que Franco n'ait pas vécu 10 ans de plus).

Le nouveau système de référence, recueilli ultérieurement dans la constitution espagnole actuellement en vigueur, était déjà ébauché dans le pacte que le Bloc au Pouvoir s'était donné sous la Dictature de Franco.

Le processus de redistribution des différentes orientations à l'intérieur même du pouvoir va être particulièrement laborieux et délicat, mais tout se passe comme dans le meilleur des mondes grâce à la collaboration que, dès le début, les deux partis les plus importants de la gauche espagnole -le PCE et le PSOE- vont apporter aux classes dominantes.

La mort grotesque du Dictateur -«retenu» dans une agonie interminable par ceux qui sont en train de parfaire «la transition vers la démocratie» et qui préparent un nouvel ordre interne pour qu'à l'avenir le Bloc soit au Pouvoir- constitue en elle-même un exemple tout à fait révélateur de ce que nous venons d'affirmer.

3) LES PROTAGONISTES DE LA REFORME

POLITIQUE DU FRANQUISME

Le dictionnaire «Petit Larousse illustré» dans son édition de 1985, définit ainsi le nom Franco Bahamonde: «Général et homme d'Etat espagnol, né à El Ferrol (1892-1975). Il s'est distingué de 1921 à 1927 au Maroc et, en 1936, il a pris la tête du mouvement nationaliste qui, après la guerre civile (1936-1939), a instauré en Espagne un gouvernement totalitaire.

Chef Suprême de l'Espagne, sous le nom de «Caudillo», il a exercé une longue dictature et désigné (1969) comme successeur, avec le titre de roi, Don Juan Carlos de Borbon».

Heureusement que ce dictionnaire est tout à fait bien connu, disons-le pour son conservatisme, sinon cette simple citation pourrait nous faire valoir toute sorte d'injures; on nous reprocherait en particulier d'avoir inventé cette définition pour attaquer la jeune démocratie espagnole et le premier espagnol démocrate-depuis-toujours: le roi Juan Carlos 1er.

Mais on a beau essayer de cacher l'évidence, elle finit toujours par s'imposer. Franco nomme Juan Carlos de Bourbon comme héritier parce que le Bloc au Pouvoir dans l'Etat espagnol sait que la monarchie représente sa garantie de continuité.

Une monarchie, certes, mais acceptée par ceux qui sont les plus intéressés à ce que le régime franquiste ne soit pas déséquilibré à la mort du dictateur: les Etats-Unis d'Amérique.

Le Général Vernon Walters, directeur adjoint de la CIA, dans son livre *Silent Missions* raconte comment le Président américain, Nixon, donna son accord à la succession du Général

Franco, quand il reçut Juan Carlos de Bourbon, lors de la visite qu'il fit aux Etats Unis, au début de 1971, en tant que Prince d'Espagne, titre que Franco avait octroyé au futur chef d'Etat: Nixon -dit Walters- avait été agréablement surpris par la visite du prince Juan Carlos à Washington et avait alors montré sa confiance: il était sûr que Franco nommerait un premier ministre fort qui assurerait la transition du régime franquiste à la Monarchie». (Cet homme fort était indéniablement l'Amiral Carrero Blanco).

L'auteur reçut la réponse à cette suggestion de la bouche même du Général Franco, peu après, lors d'une visite à Madrid: «Dites au président Nixon que l'ordre et la stabilité de l'Espagne seront garantis grâce aux mesures que je suis en train de prendre».

Et Walters ajoute: Franco dit que la succession se ferait dans l'ordre, qu'il n'existait pas d'alternative au Prince d'Espagne et que les Forces Armées ne perdraient jamais le contrôle de la situation.

Ces citations du livre de Walters ont été tirées de l'«Histoire du franquisme» de l'ancien ministre de la culture Ricardo de la Cierva (officiellement professeur d'histoire, mais en réalité un exemple typique de la corruption de la classe politique espagnole.

C'est à un moment significatif que Ricardo de la Cierva écrit ce livre au moment où le Président du Gouvernement, Adolfo Suarez, après les premières élections de la réforme politique dont il est le promoteur, est en train de mettre en marche le processus d'élaboration de la constitution espagnole de 1978, qui constitue la clef de voûte de cette réforme (Constitution espagnole que la majorité des Basques de l'Euskadi Sud a rejetée

lors du référendum, il faut le souligner une fois de plus).

C'est un moment significatif, disions-nous, puisque dans ces pages écrites avant la promulgation de la Constitution, nous pouvons tirer des informations sur les appuis, cités auparavant, à la Monarchie du successeur de Franco et de plus sur les personnages qui allaient désormais jouer un rôle essentiel.

Ces personnages que l'auteur appelle «les hommes de l'eau dormante» étaient au nombre de quatre: il s'agit d'abord, noblesse oblige, de Juan Carlos de Bourbon lui-même, le personnage «le plus décisif» dit-on. Le second Felipe Gonzalez et le troisième Adolfo Suarez et le quatrième le Cardinal Tarancon, président de la Conférence épiscopale espagnole.

De la Cierva présente ces quatre personnages dans le contexte de 1974, époque où semble-t-il, se forge la mise en marche de l'opération de succession au dictateur.

La clef de voûte de l'opération, l'Amiral Carrero Blanco n'apparaît pas dans la liste des quatre «hommes de l'eau dormante» pour des raisons évidentes: en 1973 il disparaît en tant qu'alternative de la réforme politique.

Chacun des quatre personnages dans son domaine, va jouer un rôle décisif dans la réforme politique afin que les classes au pouvoir ne subissent aucun dommage à la mort du Dictateur: Juan Carlos deviendrait le Chef de l'Etat et des Forces Armées, Suarez s'occuperait de la réforme avec une Constitution, qui avait été antérieurement approuvée par le franquisme (Il ne faut pas oublier que la dernière Loi Fondamentale du Régime franquiste est la Loi sur la Réforme politique, loi qui avait reçu l'approbation des «Cortes» franquistes en 1976, et qui avait été

considérée alors par les analyses progressistes comme le suicide des Cortes franquistes), le Cardinal Tarancon serait l'artisan de l'«aggiornamiento» de l'Eglise espagnole afin de faciliter le passage du franquisme à la démocratie et son adaptation aux nouvelles lois «démocratiques» (l'Etat laïque, le divorce, le mini-avortement, l'éducation laïque, etc.).

Et Felipe Gonzalez? Apparemment de la Cierva ne lui réserve aucune mission particulière dans la réforme politique.

Et pourtant, il lui octroie la seconde place parmi les quatre personnages.

Avant même Adolfo Suarez!

Cependant nous trouvons un indice dans une petite phrase de l'auteur: «la tolérance du régime (en 1971) envers Isidoro (pseudonyme de Felipe Gonzalez) contrastait avec l'attitude implacable de tous ses organismes et institutions (d'abord la militaire) à l'égard du parti communiste... On lui supposait des concomitances avec l'ETA...»

Mais Felipe Gonzalez, avec clairvoyance, avait des raisons d'être satisfait malgré sa désagréable détention qui, par ailleurs, fut brève».

Avec clairvoyance, il avait des raisons d'être satisfait. En effet, sa participation à la réforme serait récompensée.

Mais en quoi a consisté la participation de Felipe Gonzalez à la réforme politique du franquisme?

D'abord le rôle de Felipe Gonzalez à l'intérieur du PSOE a été

celui de le transformer en un parti social-démocrate acceptable d'une part pour les classes dominantes espagnoles, d'autre part pour le Grand Gardien américain.

Pour ce faire, il lui a fait renoncer à son passé historique, à son idéologie d'inspiration marxiste, à son républicanisme, à son fédéralisme, à la défense du droit à l'autodétermination des nations de l'Etat espagnol... en un mot, à tout ce qui pourrait avoir le moindre contenu progressiste.

De plus, il s'est engagé à baillonner la classe ouvrière, à défendre une politique de pactes sociaux d'abandon, à utiliser l'étiquette du socialisme pour couvrir toutes les mesures anti-ouvrières dont avait besoin le grand capital, à utiliser tout son verbiage pour «moderniser» l'Etat dans toutes les institutions où les groupes de pression l'exigeaient (l'Armée, la Garde Civile, la Sécurité Sociale, etc...) quels que soient le coût et les sacrifices que cette «modernisation» suppose.

Enfin, le PSOE, grâce à sa politique d'«interlocuteur privilégié» avec les groupes de pression est parvenu à entraîner avec lui, pour son malheur, le PCE, qui dans son manque de personnalité, sa lâcheté et sa trahison envers la classe ouvrière, abandonne la gauche espagnole au plus profond désarroi et laisse les classes populaires sans défense face à ses exploiters.

Même si nous n'avions aucune autre raison que celle-ci, nous tous qui luttons en Euskadi pour notre libération nationale ainsi que pour celle de [la] classe et pour un début de solidarité internationale, nous devrions maudire la trahison du PSOE et du PCE.

Le nationalisme espagnol de ces partis s'est identifié au

nationalisme espagnol du franquisme qui exploite les classes populaires espagnoles et opprime, jusqu'au génocide, les autres nationalités pour défendre un impérialisme désuet que, bien que cela puisse paraître paradoxal, les classes dominantes elles-mêmes seraient disposées à modifier, à l'avenir, dans la mesure où leurs intérêts de classe seraient garantis. (On en aperçoit déjà des indices en Catalogne, en Euskadi et en Galice).

Sinon il suffit de le demander à Pujol, à Arzallus et à Fraga lui-même.

La jeune démocratie espagnole issue de la réforme du franquisme signifie donc une nouvelle étape dans le processus de concessions démocratiques du bloc au pouvoir faites aux habitants de l'Etat espagnol.

Il est vrai que cette étape est au point de vue qualitatif différente des précédentes, puisque les concessions se font au sein d'un Etat démocratique tandis qu'auparavant, même dans la dernière étape du franquisme -celle du contraste d'opinions, des associations politiques et des autonomies régionales- l'Etat n'avait pas l'étiquette démocratique que la Constitution espagnole en vigueur offre de nos jours à l'actuelle monarchie.

Mais même si nous reconnaissons ce phénomène nouveau dans la façon qu'ont les classes dominantes espagnoles d'exercer le pouvoir, la nature de celui-ci reste le même que par le passé puisqu'il n'y a pas eu de rupture avec ce passé.

Nous disons cela parce que nous savons bien que les experts en politique, espagnols et également ceux de l'EE (le PNV n'en a pas), ne se lassent pas de démontrer que cet argument de la gauche abertzale, qui, selon eux, est sans fondements, n'est rien

d'autre qu'une arme dialectique pour disqualifier la jeune démocratie espagnole et justifier la lutte armée.

Cependant, avec leur permission, nous démontrerons qu'effectivement cet argument, celui de la continuité de l'exercice du pouvoir par les classes dominantes du franquisme, est entre nos mains une arme dialectique qui, en tant que telle, est chargée d'un contenu mortel pour nos ennemis.

En premier lieu, il est vrai que les droits individuels exprimés dans les lois fondamentales mentales du franquisme ont été améliorés et que, de nos jours, les droits d'expression, d'association, de syndicalisation, de réunion et de grève, droits qui sont reconnus dans la Constitution espagnole, sont plus amples que dans l'étape précédente.

Mais il est également vrai qu'au cours des différentes étapes du franquisme, le processus d'ampliation de ces droits de la personne et la reconnaissance de nouveaux droits a été un processus constant.

Par conséquent, l'amplification des droits fondamentaux de la personne n'implique pas que la nature de ces droits ait varié.

Ce sont donc des droits concédés à l'individu par l'Etat (par les classes au pouvoir) et non pas des limitations imposées au pouvoir de l'Etat par les citoyens.

Les «libertés démocratiques» dont jouissent de nos jours les sujets de la Monarchie espagnole sont des limitations que l'Etat impose aux individus dans l'exercice de leurs droits, puisque c'est l'Etat lui-même (les classes au pouvoir) qui définit ces

droits, c'est-à-dire les limites de l'intervention de l'État dans la vie des particuliers.

Ainsi, c'est l'Etat qui définit les limites de la liberté d'expression -ce que l'on peut dire et comment on doit le dire ; c'est l'Etat qui définit les limites du droit d'association -qui peut s'associer, dans quel but et dans quelles conditions, etc.

Et c'est l'appareil de l'Etat, la police, la magistrature, les prisons, qui se chargent de définir ces limites pour que les sujets de la Couronne n'abusent pas de leur libertés.

C'est pourquoi, un droit fondamental, reconnu dans les déclarations internationales des droits de l'homme, tel que le droit à l'autodétermination des peuples, n'est pas concédé par l'Etat espagnol, parce que ce sont les classes au pouvoir qui concèdent les droits dont vont jouir ses sujets et par conséquent, ce droit des nationalités de l'Etat espagnol à leur autodétermination leur est refusé.

Par contre, on leur concède le droit à s'organiser en communautés autonomes, mais ce droit à s'organiser doit s'exercer selon la volonté de l'Etat et, c'est pourquoi la Navarre aura une communauté autonome différente de celle des «Vascongadas».

Le quotidien de la droite traditionnelle espagnole, l'ABC du 2 Septembre 1984 «explique» d'une façon exemplaire cette séparation: «L'aspiration de quelques Basques qui revendiquent l'annexion de la Navarre se justifie par le fait que l'Euskadi n'aurait pas de sens sans la Navarre. La Navarre représente le lien de l'Euskadi Nord avec l'Euskadi Sud...

Si l'on aspire à l'indépendance de l'Euskadi, l'annexion de la Navarre est un premier pas indispensable.

C'est précisément pour cela que l'identité de la Navarre en tant que communauté forale indépendante de l'Euskadi est une garantie et une protection contre toute prétention sécessionniste... ».

Pour éviter donc tout risque en ce sens, la Constitution espagnole proclamera que... «en aucun cas la fédération de communautés autonomes ne sera admise».

Il est tout à fait logique que l'exercice du droit ne peut mettre l'Etat en péril, même de façon hypothétique. Et il en est de même avec les autres droits.

Si l'exercice d'un droit reconnu par la Constitution peut tourner au désavantage de l'Etat, la législation qui «développe» ce droit où les tribunaux chargés d'appliquer le Droit à ce cas concret, se chargeront bien de rogner sur ce droit.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre des phénomènes comme la LOAPA, la Loi sur la Liberté Syndicale et la prochaine Loi sur le droit de grève; ce sont tous des phénomènes restrictifs des droits concédés antérieurement qui comportaient des risques pour les classes dominantes de l'Etat.

En résumé: les droits et les libertés qui constituent la base indispensable de toute société démocratique, perdent dans la pratique tout contenu dans l'Etat espagnol.

Ce jeu de concessions et de restrictions de la part du pouvoir est si clair que, si nous approfondissons un peu notre analyse et nous

examinons la cause de telles concessions qui n'est autre que la lutte de classes (dans sa définition la plus ample d'exploiteurs contre exploités ou dans sa définition la plus ample d'opresseurs contre opprimés, ce qui inclut la lutte des peuples pour leur libération nationale), nous constaterons que les concessions et les restrictions faites à ce droit se produisent en fonction de l'intensité du combat sur chacun des fronts où cette lutte de classe se concrétise.

Et c'est si vrai que l'on peut affirmer que ces droits concédés par les classes au pouvoir n'offrent aucune garantie de durée.

En ce sens, la situation de la classe ouvrière est pragmatique dans l'Etat espagnol, puisque ses droits au travail, même ceux qui furent reconnus comme intouchables par le franquisme, ne sont actuellement que de simples lettres mortes, et ce, grâce à l'aide de l'UGT et des CCOO qui sont de véritables caricatures de la pire bureaucratie syndicale.

En second lieu, pour tous ceux qui jugeraient que tout ce qui a été dit jusqu'à présent était trop vague ou trop théorique et afin de démontrer la continuité dans la nature du pouvoir politique espagnol actuel et, par conséquent, son identité essentielle avec le pouvoir franquiste, nous offrons un argument tout à fait décisif: celui qui consiste à examiner l'appareil de l'Etat et son comportement dans le passé et dans le présent.

Tout le monde sait bien que les seuls appareils de l'ancien régime qui ont été démontés (de l'intérieur même du régime franquiste, il faut le rappeler), ont été le parti unique -le Mouvement National- et le Syndicat Vertical. Tous les autres appareils de l'Etat sont restés intacts au cours du processus de réforme du franquisme.

La Magistrature fasciste -sauf quelques très honorables exceptions- n'a pas été épurée.

Les Lois démocratiques actuelles (si l'on suppose qu'elles le sont) sont donc appliquées par des tribunaux tout à fait hiérarchisés où les magistrats les plus anciens, c'est-à-dire ceux qui sont de plus grande tradition franquiste, sont également ceux qui ont le plus de pouvoir.

(Les récentes sentences de la Cour Suprême sur le thème de l'Euskara, par exemple, montrent clairement l'incompétence totale de la magistrature espagnole pour comprendre des thèmes qui ont trait au Pays Basque).

Bien que le TOP (Tribunal d'Ordre Public) ait disparu avec la Constitution, ses fonctions sont, de nos jours, efficacement remplies par le Tribunal National de Madrid qui, indépendamment de ses pratiques répressives, implique, par le simple fait de son existence, la négation du droit au juge naturel, droit que la Constitution espagnole prétend reconnaître.

Si le soi-disant pouvoir judiciaire offre une telle image -alors qu'il est chargé, de par sa nature, de freiner les autres pouvoirs et de garantir l'Etat de Droit -les autres pouvoirs pourront faire bien peu, quand les gardiens de l'ordre restent les mêmes que du vivant du Général Franco.

Les forces armées espagnoles qui depuis la bataille de Lepante n'ont jamais gagné un seul conflit, sauf celui de la guerre dite civile de 1936-1939 contre le peuple, sont constituées par les cadres forgés pendant le franquisme.

Ce régime se caractérisait par le fait que l'Armée -selon l'expression même de Franco- constituait la colonne vertébrale de la patrie.

Cette expression (réutilisée par Felipe Gonzalez dans un discours déshonorant) garde de nos jours toute sa valeur.

La Garde Civile et les différents corps de Police, malgré leur sinistre passé de bourreau et de tortionnaire, n'ont pas été épurés.

Les polices parallèles -guerrilleros de Cristo Rey, ATE, Batallon Vasco-Espagnol, etc- trouvent dans le GAL une version perfectionnée et améliorée de ce qu'elles ont été.

La torture enfin, aujourd'hui plus que dans les pires moments du franquisme, reste le moyen habituel d'«interroger» les détenus; avec des techniques plus sophistiquées, avec une impunité plus grande que jamais et, ce qui est plus irritant encore, avec la plus grande désinvolture qui soit.

Tous les ministres de l'Intérieur de la jeune démocratie espagnole sont unanimes et péremptoires: en Espagne on ne torture pas!

Nous savons que les témoignages de centaines de victimes de la torture, que les dossiers d'Amnesty International, du groupe des jeunes avocats de Madrid, des Gestoras pro-Amnistia, etc. dont nous faisons mention ne servent à rien, parce qu'on ne croit qu'à la vérité officielle.

Cependant, à titre de curiosité, nous rapportons ici l'opinion reproduite dans le quotidien El Pais (29 Décembre 1983), par le Sénateur socialiste Victor Manuel Arbeloa, prêtre et Président

du Parlement de la Navarre de 1978 à 1982 et, honnête espagnol (s'il en est) sans aucun doute: «Je garde de mes trois ans comme Président de la Commission des Droits de l'homme du Parlement de la Navarre et de mes quatre ans comme Président de ce Parlement, de bien tristes souvenirs sur la torture et les mauvais traitements.

Les gouverneurs civils se fâchaient chaque fois que nous faisons allusion à des faits si délicats. Les procureurs jetaient régulièrement à la corbeille à papiers, nos plaintes qui répétaient presque toujours d'autres plaintes antérieures...».

Rapports, avis, recommandations, résolutions.

Des visites, des notes, des coups de téléphone, généralement en secret, pour ne pas faire plus de mal que de bien dans une situation de guérilla terroriste.

Effectivement, le cas Arregi est l'erreur dans une pratique habituelle qui dispose de dix jours, sept pour torturer et trois pour faire en sorte que les traces de la torture disparaissent, puisque, selon les aveux d'Arbeloa lui-même, il faut maintenir le thème de la torture en secret.

C'est plus qu'une insulte à la raison que de prétendre que ce «modus operandi» de la police et de la garde civile puisse être le propre d'un Etat démocratique, quelle qu'en soit sa définition, même la plus dégradée, la plus dévalorisée.

C'est devenir le complice de la torture, «le crime -selon l'expression d'Arbeloa- probablement le plus inhumain, parce qu'il oblige à trahir ce que nous avons de plus cher, à nous humilier devant le bourreau, à perdre toute

espérance».

Nous entendons fréquemment, et cela est bien étrange, des témoignages comme celui d'Arbeloa de la part de ceux qui appuient ces états de fait, toujours accompagnés d'une réflexion résignée: «Vous savez bien, nous sommes contre la torture mais ce n'est pas nous qui commandons».

Mais le fait que l'appareil de l'Etat reste dans les mains des fascistes, ne peut excuser la pratique de la torture; par contre, il sert à démontrer précisément que cet Etat n'est pas démocratique et que les pantins qui jouent le rôle de dirigeants ne sont autres que des marionnettes dans les mains des pouvoirs réels.

Et leur attribuer le rôle de pantins, au fond, c'est leur faire une faveur parce que, s'ils ne l'étaient pas et s'ils gouvernaient réellement, les appareils de l'Etat à leurs ordres, ne feraient qu'exécuter leurs ordres.

4) LES PROTAGONISTES DE LA REFORME POLITIQUE DU FRANQUISME EN EUSKADI SUD

En Euskadi Sud les protagonistes de la réforme franquiste ont été surtout au nombre de deux: le PNV [Parti nationaliste Basque] et l'EE [Euskadiko Ezkerra - gauche basque].

Le PNV à la mort du Dictateur va connaître une impressionnante inondation d'ex-franquistes, de carlistes, d'oligarques, de viveurs de tout espèce et «d'apolitiques qui avaient mauvaise conscience», et qui vont trouver refuge sous des sigles.

La protection que le PNV offrait à cette multitude bigarrée était claire: d'un côté, ils occupaient la place des abertzale, parce que le PNV était l'héritier direct de Sabino Arana, fondateur du nationalisme basque; et d'un autre côté, ils prenaient le train de ceux qui allaient jouer le rôle de l'acquéreur bourgeois dans leur relation avec la métropole espagnole.

Cette incorporation massive de personnes qui n'avaient jamais démontré la moindre militance ou la moindre sympathie pour la cause nationaliste va provoquer d'importantes contradictions dans l'appareil du parti, qui vont se solder par des expulsions successives de militants de la vieille garde.

Une fois que ces obstacles internes sont surmontés, le PNV se lance à tombeau ouvert de dans une profusion de combines politiques qui doivent garantir la survivance du bloc dominant espagnol à travers la réforme du franquisme.

Ainsi, le PNV est déjà présent lors de la signature du Pacte de la Moncloa, à la fin de 1977.

Le PNV parie sur un projet où il lui sera octroyé un certain rôle dans les Vascongadas, sous la protection de l'Etat espagnol, des multinationales et de l'OTAN, en échange d'une collaboration dans la liquidation du «problème basque».

L'accord portait un nom: Statut d'Autonomie pour les «Vascongadas»; celui que l'on appelle officiellement le Statut de Guernica et populairement le Statut de la Moncloa.

Pour parfaire ce contrat, il y a des remises de drapeaux espagnols à l'Armée espagnole, de la part des "burukides", dirigeants du PNV, couronnés par la confession spontanée du

Député Marcos Vizcaya: «Le PNV cherche à ce que les Basques se sentent bien en Espagne».

Cinq ans ont passé et le PNV n'a pu tenir sa promesse: la guerre en Euskadi continue.

Le Gouvernement du PSOE se refuse à respecter l'autre partie du contrat et depuis son arrivée au pouvoir à la fin de 1982, aucun transfert de pouvoir en faveur du Gouvernement autonome « Vascongado» n'a été mené à bien.

Le Gouvernement de Vitoria réplique en prétextant que c'est précisément à cause de son manque de pouvoirs que la guerre n'a pas terminé; cette autonomie manque de crédibilité et une grande partie du peuple basque continue à soutenir la lutte armée de Libération Nationale.

Le Gouvernement espagnol répond, à son tour, que l'ETA rencontre ce soutien parce que le PNV ne s'est pas décidé clairement à appuyer les mesures répressives des organismes d'Etat.

A son tour, le Gouvernement autonome demande à ce que la répression se fasse à sa façon et qu'on lui octroie des compétences d'Ordre Public, etc, etc.

Ce dialogue de sourds entre le PNV et le PSOE ne parvient pas à cacher le véritable discours politique, la voix des milliers de personnes qui sont prêts à tout donner pour obtenir une Euskadi indépendante, socialiste et Euskaldun.

L'action du second protagoniste de la réforme franquiste Euskadiko Ezkerra, bien que de moindre importance, a été

beaucoup plus néfaste pour la cause de la libération nationale basque.

En effet, par leur intermédiaire, la propagande de l'Etat va pouvoir atteindre un niveau d'audience en Euskadi, jusqu'alors inconnu.

Le message de la réforme du franquisme, que le PNV lui-même ne pouvait pas faire arriver aux secteurs les plus populaires d'Euskadi, commence à pouvoir se faire entendre grâce à des personnes comme M. Onaindia et J.M. Bandrés.

Ceux-ci ont acquis une éblouissante auréole de victimes de la répression franquiste et ils calment les défiances que soulève la marchandise avariée qu'ils vendent, en utilisant le témoignage d'abord du groupe armé «Polimili» et ensuite des «repentis».

Tous les moyens de diffusion et de «désinformation» de l'Etat ont été offerts à l'EE sur un plateau d'argent, pour qu'ils puissent les utiliser à leur gré.

Leur image de parti de gauche, leurs prétentions révolutionnaires, leur soutien à la lutte armée dans le passé, leurs dénonciations détaillées des excès les plus scandaleux de la police espagnole et des tripotages de quelques oligarques, leur manière pompeuse d'occuper tous les postes qui permettent de créer une image (surtout à partir de l'incorporation du PC d'Euskadi), l'impression de «petit malin» que leurs militants savent donner, ont donné à l'EE la possibilité d'agir dans les couches populaire basques - possibilité d'agir qui s'est transmise à cause d'eux aux organismes répressifs de l'Etat.

Les conséquences de cette attitude seront abominables pour la

lutte de libération du peuple basque.

Notre dénonciation de l'EE est donc sans circonstances atténuantes, sans palliatifs d'aucune sorte, puisqu'il n'y a pas pire ennemi que l'un de chez soi, surtout quand c'est un traître.

Mais nous signalons que nous n'agissons pas contre eux.

L'avenir proche de notre peuple les condamnera implacablement, comme le font déjà, avec leur mépris, les meilleurs combattants de notre peuple, depuis les prisons espagnoles et françaises et depuis l'exil, mépris qu'ils recevront finalement de leurs propres alliés: Rome ne paie pas les traîtres.